

Compte rendu du déjeuner avec Jean Quatremer, Journaliste à Libération

4 Juillet 2017

Le 4 juillet, les membres du Cercle des Réseaux ont échangé avec Jean Quatremer, journaliste de Libération à Bruxelles, spécialiste des questions européennes et auteur du blog « Les coulisses de Bruxelles ». Le déjeuner a été l'occasion d'un échange vif et animé sur le futur de l'Union Européenne, et les perspectives offertes par l'élection d'Emmanuel Macron.

LE CHOIX DU 7 MAI

Un choix anti-Brexit qui n'est pas un blanc-seing

Pour Jean Quatremer le vote du 7 mai, et l'élection d'Emmanuel Macron en tant que président de la République est avant tout un choix « anti-Brexit ». Le choix entre un modèle fermé, intolérant, refusant la globalisation, à l'instar du message porté par les voix extrêmes en France (gauche et droite), ou un modèle ouvert sur le monde, bien dans l'Europe et dans la mondialisation. Le choix entre une France qui réussit, ou une France qui a peur de perdre ce qu'elle a déjà perdu.

Personne n'avait vu venir le score d'Emmanuel Macron (66%) avant le second tour, témoignant d'un « vote caché Macron ». Ce vote n'est cependant pas un vote d'adhésion, c'est avant tout la démonstration d'une volonté de ne pas sortir de l'Europe, et d'en finir avec récit national d'échec français. C'est ce récit, porté par la classe politique française traditionnelle qui a, selon Jean Quatremer, servi de marchepied à la montée en puissance des partis populistes tels que le FN et de la France Insoumise.

Emmanuel Macron a su marquer une rupture dans le paysage politique par son refus du déclinisme, et en parlant de la « France qui réussit » pour rappeler justement que la France qui échoue reste aujourd'hui minoritaire. Cependant, le soutien apporté à ce message, les 66% récoltés à la présidentielle, ne sont pas pour autant un blanc-seing à son programme et sa vision, en particulier vis-à-vis de l'Europe.

Le vote « anti-Frexit » ne signifie pas que les citoyens français ont voté pour Bruxelles, bien au contraire. Il y a en France un rejet fort d'une partie des politiques menées par l'Union Européenne, en particulier sa politique commerciale qui est un facteur d'inquiétude. Emmanuel Macron a néanmoins compris la demande des Français pour une Europe qui protège et en a fait un argument de campagne.

L'ÉCHEC D'UNE EUROPE QUI PROTEGE

L'esprit woodstockien de la Commission européenne

Selon Jean Quatremer, la Commission souffre d'une certain esprit « woodstockien » ou protestant, ou l'idée que l'exemplarité seule de l'UE suffira et encouragera ses partenaires à être exemplaires à leur tour. Cette vision naïve de la mondialisation a fini par porter tort aux citoyens eux-mêmes.

En effet, la politique d'ouverture des frontières et de libéralisation menée depuis les années 90 s'est basée sur un mensonge aux citoyens à qui les dirigeants européens n'ont pas expliqué ni les enjeux, ni les impacts négatifs de la mondialisation. Ainsi, alors qu'on explique aux citoyens les effets bénéfiques à moyen et long terme du libéralisme, les électeurs eux voient la réalité du chômage à court-terme, et la réalité de l'inemployabilité pour certains, ce qui a mené en Europe à des élections sanctions, et la montée des populismes.

Pour Jean Quatremer la raison d'être de l'UE a été altérée. Il a ainsi rappelé que la base historique de la construction européenne réside dans l'union douanière : une logique d'ouverture à l'intérieur, et de protection vis-à-vis de l'extérieur ;

couplée à une logique industrielle commune. Dans les années 90 cette vision du projet européen a été distordue par les différents mouvements de libéralisation, et le niveau national est désormais perçu comme protecteur tandis que le niveau européen est source d'angoisse. C'est donc dans cette logique de protection que devra s'opérer l'action européenne d'Emmanuel Macron, pour traiter et soigner le sentiment d'insécurité des Français.

L'incapacité de l'exécutif à gérer l'humain

Pour Jean Quatremer l'une des principales faiblesses de la Commission est son incapacité à gérer l'humain : elle a été créée pour réguler les quotas de charbon et d'acier, puis le marché intérieur, mais pas pour gérer les hommes. Si petit à petit elle a été amenée à toucher à la dimension humaine des politiques cela a été un désastre à chaque fois, comme en témoigne l'exemple récent de la gestion de la crise des migrants et la mise en place de quotas nationaux.

Surtout, la Commission européenne n'a pas compris que le capital humain n'était pas simplement du capital. La perception qu'en ont les citoyens est beaucoup plus importante, c'est pourquoi le dumping social entraîne aujourd'hui un tel sentiment d'insécurité. Sur la question du détachement la Commission a notamment fait preuve d'une grande incapacité à anticiper et à se projeter dans l'avenir.

Comme l'a rappelé Jean Quatremer, la Directive était adaptée à l'Europe des 15 qui partageaient un niveau de développement similaire. Alors que les écarts se sont creusés avec les élargissements successifs vers l'Est à aucun moment la Commission ne s'est posée la question de savoir si l'acquis communautaire était adapté ou non aux nouveaux entrants, tel quel. La Directive sur le détachement qui était à l'origine plutôt protectrice, est ainsi devenue une bombe à retardement qui a explosé avec la Directive Bolkestein de 2005 sur les services. Les PECO forment une minorité de blocage à eux seuls, compliquant toute tentative de révision du cadre européen.

DE LA DIFFICULTE DE REFORMER LES INSTITUTIONS

L'obstacle bureaucratique

Selon Jean Quatremer, la Commission européenne est devenue le principal obstacle à la construction européenne, du fait de son incapacité à anticiper à nouveau. Si la Commission a connu un âge d'or avec Jacques Delors, qui avait « tout vu » et qui présentait une réelle vision, celui-ci avait réellement pu agir car il avait emmené avec lui des politiques qu'il avait placés au sein de la machinerie institutionnelle pour s'assurer qu'elle fonctionne.

La Commission européenne est depuis devenue une Commission de gestion, dont le travail n'est donc plus de se projeter. Elle est désormais tenue par des fonctionnaires européens, y compris au sien des cabinets des Commissaires, qui sont plus enclins à préserver en priorité les intérêts de leur Institution. La Commission ne peut être politique puisqu'elle est technocratique.

Par ailleurs, Jean Quatremer dénonce également une « médiocratisation » de l'Institution du fait de l'impossibilité d'intégrer la Commission aux niveaux intermédiaires (Directeur/Chef d'unité), et par le mauvais management de l'ensemble, entre un Président qui gère la Commission « depuis son bureau », et son chef de cabinet qui fait du micro management.

Selon le journaliste, la principale erreur de Jean-Claude Juncker n'est pas d'avoir essayé de relancer une Commission plus politique, mais de ne pas avoir analysé la situation de l'Institution avant d'y arriver, assez logiquement étant donné qu'il visait principalement la présidence du Conseil de l'UE. Cependant il lui reconnaît une approche plus souple et moins dogmatique, symbolisée par exemple par le retour d'un discours sur les investissements stratégiques et la stratégie industrielle de l'UE.

L'opportunité du Brexit

Le vote du Brexit est une opportunité et une bonne nouvelle pour Jean Quatremer. Outre le fait que les britanniques « se tirent une balle dans le pied », le Brexit a fait peur aux citoyens européens, et représente un cadeau fait à l'UE. Alors que la Commission européenne a mis du temps à réaliser que le Brexit allait bien avoir lieu, les Etats membres ont, eux, immédiatement réalisé l'opportunité du Brexit pour lutter contre les mouvements populistes à l'échelle nationale.

Si le retrait britannique permet d'ouvrir la porte à une réforme de l'UE, il ne faut pas plus prendre le risque de s'illusionner de l'espoir d'obtenir une Europe « à notre image ». Néanmoins, le Brexit permet d'entrevoir l'opportunité de se rapprocher de la logique des pères fondateurs, à mi-chemin des visions françaises et allemandes.

Enfin, Jean Quatremer a rappelé que le Brexit restait une « affaire d'hommes ». En cela la nomination de Michel Barnier en tant que négociateur de l'UE relève de la provocation, où l'esprit blagueur de Jean-Claude Juncker l'a emporté.

L'espoir franco-allemand pour une réforme de l'UE

L'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée a créé de nouveaux espoirs de réforme européenne, le 7 mai a ouvert des possibles quant à une éventuelle révision des traités. Cette révision ne pourra se faire que par le biais du couple franco-allemand. Si la chancelière a envoyé des signaux positifs montrant qu'elle prenait conscience de la nécessité de changer le fonctionnement de l'UE, il faudra néanmoins attendre le résultat des élections allemandes pour connaître sa marge de manœuvre, en fonction de la coalition qu'elle pourra former.

Cependant, malgré cette espoir Jean Quatremer sur la difficulté à modifier le logiciel européen compte tenu des fortes résistances idéologiques au sein de la Commission européenne, et de la nécessité de négocier à 28. L'UE n'est pas un Etat fédéral, mais un ensemble aux compétences mal définies, dans lequel la décision finale revient aux Etats. Ainsi, 95% des textes proposés par la Commission européenne sont en fait demandés par le Conseil de l'UE. Néanmoins, l'axe franco-allemand demeure le meilleur biais d'influence française.

Pour le journaliste, le couple franco-allemand est nécessaire et suffisant, s'il parvient à travailler de concert les lignes bougeront au sein du Conseil. Par ailleurs le contexte politique penche en sa faveur. D'une part l'obstacle britannique quitte l'Union. D'autre part, la révision à venir du cadre financier pluriannuel pourrait servir de levier de pression sur les pays du Groupe de Visegrad, Pologne en tête, en introduisant un budget de la zone euro ou un principe de conditionnalité sur l'octroi des fonds structurel.

Toute tentative de réforme des traités devra se faire rapidement. Si Emmanuel Macron a abandonné l'idée d'organiser un référendum sur l'avenir de l'UE, l'organisation de concertations citoyennes à la place sera un outil facile à orienter. Cependant, le couple franco-allemand devra bouger vite, avant 2019 et la fin des mandats de la Commission et du Parlement européen. Il faudra surtout réussir à imposer à la Commission l'idée que l'unanimité des objectifs et des moyens est impossible, et que l'Union Européenne doit se construire autour de rêves différenciés.

Jean Quatremer est ainsi favorable à une réforme majeure des institutions avec un système à deux vitesses groupé autour d'une UE 19 (la zone euro) bien distincte, et surtout la suppression de la fonction publique européenne pour permettre à la Commission de retrouver une vision.
